

La crise mondiale et au-delà: modèles de croissance durable pour les pays en développement

Jayati GHOSH*

Résumé. *Malgré des signes récents de reprise de la production, relancer simplement le modèle de croissance qui s'est effondré en 2008-09 aggraverait, au niveau national et mondial, les déséquilibres à l'origine de la crise – au détriment de l'économie réelle, du développement équitable et de la reprise de l'emploi. Il est aussi évident que le modèle environnemental n'est pas durable. Aussi, l'auteur préconise un vaste programme politique, notamment réformer le système financier international, développer des stratégies réorientées sur la demande intérieure stimulée par les salaires et une agriculture viable, promouvoir la fiscalité relative aux technologies plus écologiques et aux choix de consommation, et engager des politiques sociales de redistribution qui réduiront les inégalités et agiront comme des stabilisateurs macro-économiques lors des récessions.*

Au début de l'année 2009, l'économie mondiale était profondément déprimée. Ce qui semblait être la pire crise financière depuis la Grande Dépression avait éclaté avec une rare violence. Les bourses des États-Unis et d'Europe, bientôt suivies par celles de la plupart des marchés en développement et émergents, s'étaient effondrées, et les marchés étaient extrêmement instables; le commerce mondial a chuté; la volatilité des flux de capitaux a encore aggravé la situation, même dans les pays en développement qui avaient fait preuve de «rigueur» fiscale et maîtrisé leurs échanges extérieurs, et qui ont été touchés par une crise dont ils n'étaient aucunement responsables.

A peine un an plus tard, cette situation semble s'être inversée. Les pays en développement (notamment en Asie) ont été les premiers à sortir de la crise: en réalité, beaucoup d'entre eux ont seulement subi un ralentissement de croissance, celle-ci restant néanmoins positive plutôt que négative. La production a

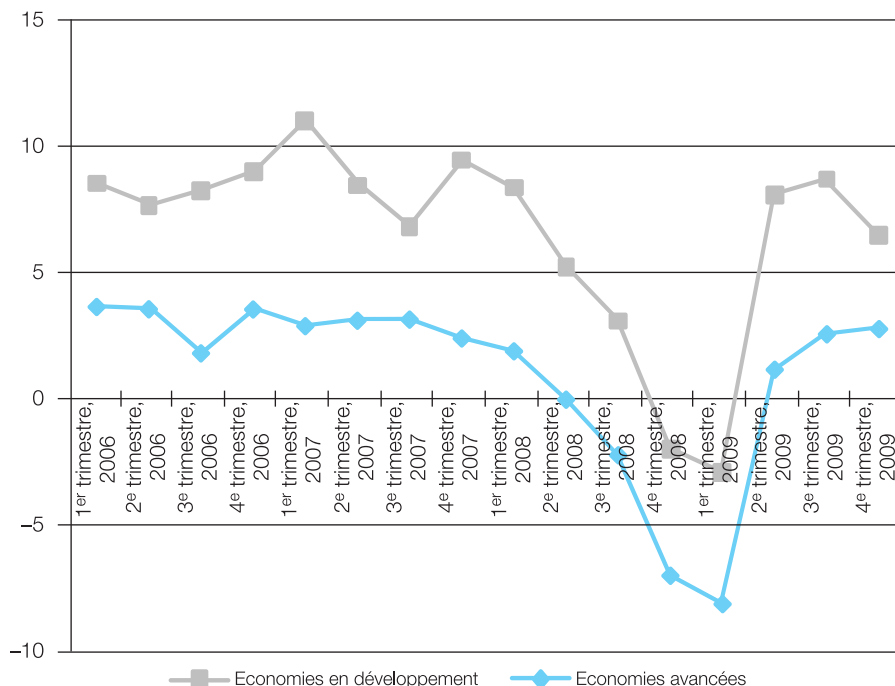
* Centre for Economic Studies and Planning, School of Social Sciences, Jawaharlal Nehru University, New Delhi, courriel: jayati@mail.jnu.ac.in.

Les articles paraissant dans la *RIT*, de même que les désignations territoriales utilisées, n'engagent que les auteurs et leur publication ne signifie pas que le BIT souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

maintenant recommencé à croître – dans l'économie mondiale et plusieurs de ses composantes majeures – après les seuils extrêmes atteints à la fin de l'année 2008 et au début de l'année 2009 (figure 1). Il a été récemment déclaré que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la zone euro étaient sortis de la récession, puisque les niveaux de revenus s'y sont rétablis, notamment durant le deuxième trimestre 2009. Les marchés boursiers ont retrouvé leur optimisme, et l'on a assisté à une reprise des mouvements de capitaux privés vers certains pays en développement (pas tous, cependant). On note un regain d'optimisme, le sentiment général étant que l'économie mondiale retrouvera la croissance en 2010, la reprise devant être particulièrement rapide dans les pays en développement.

Ce phénomène était en grande partie lié aux plans de relance, apparemment désordonnés, mais néanmoins synchronisés, qui ont été adoptés dans le sillage de la crise. Les gouvernements du monde entier ont réagi non seulement en adoptant de gigantesques plans de sauvetage des institutions financières en difficulté, mais aussi d'importants programmes de relance budgétaire, qui ont efficacement conjuré la dépression. De nombreux observateurs ont été tentés de considérer la récession mondiale de 2008-09 comme un simple phénomène temporaire dans un processus de croissance économique mondiale continue et dynamique.

Figure 1. Croissance du PIB, en pourcentage trimestriel annualisé



Source: FMI, *World Economic Outlook* (mise à jour de janvier 2010).

Toutefois, cette déduction par trop évidente n'a jamais été vraiment fondée, comme l'ont récemment montré les crises des dettes souveraines qui ont frappé des pays comme Doubaï et la Grèce. Ces crises s'inscrivent dans un ensemble plus vaste. De ce fait, ce processus de croissance ne pourra pas se poursuivre de façon stable et soutenue, et ce pour deux séries de raisons, la première structurelle et la seconde conjoncturelle.

Causes et conséquences

Au niveau structurel, les trois déséquilibres fondamentaux qui ont provoqué la dernière crise du capitalisme international n'ont toujours pas été résolus: le déséquilibre entre la finance et l'économie réelle; les déséquilibres macroéconomiques entre les principaux acteurs de l'économie internationale; et le déséquilibre écologique qui deviendra nécessairement une contrainte pour la croissance future, non seulement en raison du changement climatique, mais aussi d'autres problèmes environnementaux et de la demande d'énergie.

Ces problèmes structurels – qui pâtissent de plusieurs restrictions, faiblesses et paradoxes inhérents – reflètent les tendances passées et actuelles de la croissance économique, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Nous approfondirons ces thèmes dans la section suivante, mais il importe de noter qu'une croissance soutenue de l'économie mondiale ne sera plus possible si ces difficultés ne sont pas résolues et, même si elles le sont, on ne peut exclure que des crises, sérieuses et prolongées, se produisent dans des pays et régions spécifiques. Ces problèmes structurels se doublent de plusieurs problèmes conjoncturels, de telle sorte qu'il subsiste plusieurs «facteurs de risque» pour la croissance future, notamment en ce qui concerne l'amélioration du bien-être d'une grande partie de la population mondiale, en particulier les personnes déjà parmi les plus démunies sur le plan matériel.

Premièrement, les problèmes de la finance n'ont été traités que superficiellement. L'effet dissuasif des comportements dits «efficaces», ainsi que les mécanismes qui incitent les opérateurs à prendre des risques excessifs sur les marchés financiers aggravent le problème sous-jacent de la stagnation ou du déclin des marchés immobiliers, ainsi que les préoccupations relatives aux dettes souveraines (que ce soit à Doubaï ou en Grèce). L'aléa moral est en fait plus présent que jamais, car les plans de renflouement des institutions financières ne se sont pas accompagnés d'une réglementation adéquate (Stiglitz, 2009; Kregel, 2010). Au début de 2010, les marchés des emprunts d'Etat de certains pays développés d'Europe ont été le lieu d'attaques spéculatives et, une fois encore, des renflouements massifs ont été organisés. Ces derniers n'avaient pas pour seul objet de protéger ces pays de la spéculation, mais aussi les banques qui avaient prêté inconsidérément. Les résistances à une restructuration des dettes qui forcerait les banques à assumer leur part de responsabilité dans la crise reflètent une incapacité plus large de discipliner la finance, associée à une tendance à permettre aux acteurs de persister dans leurs activités déstabilisatrices.

Il s'ensuit que les problèmes de la finance mondiale sont loin d'être terminés, et qu'ils se poseront à nouveau, en pire, dans un avenir prévisible. Les conséquences se font sentir dans certaines économies capitalistes, comme celles de la Grèce ou de l'Irlande, ou émergentes, comme en Lettonie ou en Estonie, où de sévères plans d'austérité, aux effets déflationnistes ravageurs, sont imposés aux populations à cause des pressions exercées par des capitaux très mobiles. Cela vaut plus encore pour les pays en développement, dont beaucoup sont encouragés à déréglementer leurs marchés financiers, en dépit de toutes les preuves démontrant la fragilité financière induite par cette déréglementation.

Deuxièmement, ces déséquilibres ont un impact immédiat sur certains marchés mondiaux qui touchent directement la vie quotidienne des gens, notamment la nourriture et le carburant. Il est maintenant avéré que l'extrême volatilité des prix alimentaires et pétroliers qui a causé des ravages, notamment dans les pays en développement, n'était pas liée à de véritables forces économiques, mais résultait plutôt d'une intervention des acteurs financiers sur ces marchés (CNUCED, 2009; Wahl, 2009; Ghosh, 2010). Ces mouvements désordonnés des marchés sont notamment dus à l'utilisation des contrats à terme, qui ont favorisé l'émergence «d'investisseurs sur fonds indiciels», qui se contentaient de spéculer sur l'évolution des cours et les ont ainsi fait monter bien au-delà des niveaux résultant des fluctuations réelles de l'offre et de la demande. Les matières premières sont devenues un support d'investissement attrayant pour les investisseurs financiers vers 2006, lorsque le marché immobilier aux Etats-Unis a montré les premiers signes d'essoufflement, avant de s'effondrer. Ce mouvement a été facilité par la déréglementation financière, qui a permis à des intervenants purement financiers d'entrer sur ces marchés, sans être tenus de détenir des contreparties physiques sous forme de matières premières; ainsi, la *Commodity Futures Modernization Act*, adoptée en 2000, a effectivement permis de libéraliser le commerce des matières premières aux Etats-Unis, en soustrayant les échanges sur le marché libre de ces matières (à l'exception des marchés réglementés) à la supervision de la *Commodities Futures Trading Commission* (CFTC). Cette dérégulation a permis à tous les investisseurs, y compris les fonds spéculatifs, les fonds de pensions et les banques d'investissement, de négocier des contrats à terme de matières premières sans aucune limite de couverture, et sans obligation de divulgation ni surveillance réglementaire. Selon la Banque des règlements internationaux (BRI), la valeur des encours sur le marché libre des produits dérivés liés aux matières premières autres que l'or et les métaux précieux est passée de 5,85 milliards de dollars des Etats-Unis en juin 2006 à 7,05 milliards de dollars EU en juin 2007, puis à 12,39 milliards de dollars EU en juin 2008 (BRI, 2009, tableau 22A, p. A106). Cette augmentation a généré une bulle financière, qui s'est propagée des marchés à terme aux marchés au comptant.

A partir de la moitié de l'année 2008, les cours des matières premières ont baissé lorsque les investisseurs sur fonds indiciels ont commencé à se retirer du marché, et la récession mondiale a accentué ce recul. Mais la chute a été de courte durée, les prix ayant repris leur ascension à partir du début de l'année 2009, avant même qu'on n'ait pu réellement constater une reprise de la produc-

tion mondiale. Entre avril 2009 et janvier 2010, l'indice des prix alimentaires de la FAO a augmenté de 22 pour cent¹. Là encore, cette augmentation ne reflétait pas les forces de l'économie réelle, la demande et l'offre globales de la plupart des produits restant à peu près en équilibre. Comme auparavant, l'augmentation récente des prix reflète l'accroissement des opérations spéculatives sur les marchés à terme de matières premières. Ces forces sont à nouveau à l'œuvre, alors que la reprise économique se précise. Etant donné qu'aucune réglementation des marchés à terme n'a été adoptée, et que la grande majorité des contrats dits «OTC» («over-the-counter») continue d'être négociée sur le marché libre plutôt que dans le cadre d'échanges réglementés exigeant des marges de couverture suffisantes, les risques de volatilité restent intacts. La spéculation sur les matières premières est actuellement encouragée par l'aléa moral né des opérations passées de sauvetage des banques, qui favorisent largement les comportements dangereux.

Manifestement, cela n'augure rien de bon pour la majorité des habitants des pays en développement, puisque dans la plupart d'entre eux la hausse internationale des prix s'est rapidement répercutée, sans mouvement inverse aussi marqué en période de baisse (Ghosh, 2010). Les prix des denrées alimentaires dans bon nombre de pays en développement étaient généralement nettement plus élevés au début de 2010 qu'ils ne l'étaient voici deux ans (FAO, 2010), et beaucoup plus élevés que les augmentations de salaires en termes réels (qui ont stagné pour la plupart). L'activité commerciale en a bien sûr constitué la manifestation la plus directe: les prix ont moins fluctué dans les pays où les producteurs nationaux assurent la majorité des besoins alimentaires de base, par rapport à ceux qui importent une grande part de la consommation intérieure; par exemple, durant toute la période d'extrême volatilité des cours mondiaux du riz, son prix est resté globalement stable en Chine (FAO, 2009). Mais, même dans ces pays, l'augmentation des prix alimentaires a été beaucoup plus élevée que l'inflation générale. Par ailleurs, la crise mondiale a également limité la capacité de nombreux pays en développement d'importer davantage de denrées alimentaires (en raison de la baisse des exportations et de l'inversion des flux de capitaux), et a restreint les capacités de distribution de nourriture aux pauvres par les autorités publiques. Pour de nombreux pays en développement, l'évolution des taux de change a encore aggravé la situation, en rendant les importations – y compris la nourriture – beaucoup plus coûteuses en devises nationales.

Les pays en développement sont pris en tenaille entre la volatilité des prix mondiaux, d'une part, et la réduction des marges budgétaires, de l'autre. La volatilité des prix et l'évolution des marges de commercialisation signifient que les producteurs directs ne bénéficient généralement pas des hausses de prix, même lorsque les consommateurs (déjà touchés par la stagnation des salaires et la chute de l'emploi) en souffrent. Cette augmentation additionnelle du prix des denrées alimentaires par rapport aux revenus réels risque d'avoir des conséquences

¹ Voir le site de la FAO sur la situation de l'indice des prix alimentaires: <www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr>.

dévastatrices sur la faim et la malnutrition des populations les plus vulnérables (Chhibber, Ghosh et Palanivel, 2009). La FAO a estimé qu'en février 2010 32 pays étaient en situation d'urgence alimentaire, bien d'autres encore étant confrontés à des crises plus modérées.

Troisièmement, la correction des équilibres macroéconomiques mondiaux – qui se produira nécessairement – signifie que les Etats-Unis ne peuvent continuer à jouer leur rôle de moteur de la croissance de l'économie mondiale. Les autres pays doivent donc trouver des sources de croissance alternatives, comme la demande intérieure (idéalement par la hausse des salaires) ou la diversification des exportations. Certaines indications donnent à penser que ce phénomène est en train de se produire, mais qu'il n'a pas atteint à ce jour l'intensité nécessaire, loin s'en faut. Les politiques favorisant l'apparition de nouvelles bulles dans les secteurs produisant des biens non échangeables, tels l'immobilier et les marchés boursiers, dans l'espoir que ces activités généreront une réelle reprise économique, ne constituent pas une solution viable. Pourtant, ce sont essentiellement des mesures de cet ordre qui ont été prises. Sans une restructuration importante de la demande globale en faveur de l'immense partie de la population mondiale dont les besoins de base ne sont pas encore satisfaits, la croissance mondiale ne sera pas seulement encore plus inégalitaire: elle sera tout simplement à bout de souffle.

Quatrièmement, cette réorientation de la croissance économique mondiale a malheureusement été rendue plus difficile par les mesures d'ajustement cyclique imposées aux économies en transition et en développement, les plus sévèrement touchées par la crise. Malgré toutes les déclarations contraires, le Fonds monétaire international (FMI) a continué d'imposer de strictes mesures de conditionnalité cyclique à la plupart des pays qui demandaient une aide d'urgence, et a contraint d'autres pays à prendre des mesures déflationnistes, combinant chute des exportations et inversion des flux de capitaux. Le FMI a ainsi apporté son assistance au Pakistan, à la Hongrie et à l'Ukraine, à condition qu'ils réduisent leur déficit budgétaire en prenant diverses mesures: compression des dépenses publiques; élimination progressive des subventions à l'énergie; hausse des tarifs d'électricité; gel des salaires du secteur public; plafonnement des paiements de pension; et report de paiement des prestations sociales. En matière de politique monétaire, le FMI a mis l'accent sur la lutte contre l'inflation, ce qui l'a amené à proposer des hausses de taux d'intérêt même en période de récession, comme en Lettonie, en Islande, au Pakistan et dans d'autres pays (Third World Network, 2009).

Les mesures de cet ordre grèvent le potentiel de croissance actuelle et future de ces économies. Même dans les pays en développement où l'impact de la crise mondiale a été moins marqué, les équilibres budgétaires ont d'abord été rompus par la hausse des prix pétroliers et alimentaires (dans les pays importateurs), et ensuite seulement par la récession, qui a réduit les recettes fiscales. Etant donné que les réponses politiques ont essentiellement consisté à prévenir l'effondrement des institutions financières, toutes proportions gardées, d'avantage de ressources publiques ont été dépensées à des mesures de renflouement et à des incitations monétaires et fiscales destinées aux entreprises plutôt qu'au

maintien des services publics ou à l'augmentation de l'emploi. Ces choix ont eu des répercussions négatives sur les indicateurs sociaux dans un certain nombre de pays. En effet, la crise peut déjà être responsable du ralentissement, voire du renversement des tendances à la réduction de la pauvreté, surtout dans les pays en développement, où l'on estime qu'il y a entre 73 et 100 millions de personnes pauvres de plus que cela aurait été le cas sans la crise (Nations Unies, 2010).

Cinquièmement, tant la nature de la période de prospérité précédente que les effets de la crise actuelle donnent à penser que, pour diverses raisons, la consommation – notamment la demande stimulée par les revenus salariaux au sens large – restera vraisemblablement atone durant un certain temps, ce qui empêchera une reprise plus équilibrée. Les limites à l'expansion de la consommation aux Etats-Unis et en Europe sont désormais bien connues: les ratios dette/PIB y sont très élevés, dans le secteur tant public que privé, et le processus de ré-équilibrage des comptes nationaux est soit déjà en cours, soit sur le point d'être engagé. Aux Etats-Unis, où le pic de consommation privée résultant du recours au crédit a été le plus marqué, le taux d'épargne des ménages a déjà commencé à augmenter par rapport aux faibles niveaux antérieurs (Papadimitriou, Hansen et Zezza, 2009), et un processus semblable est en marche en Europe. Les observateurs pensaient que l'augmentation des dépenses publiques compenserait ce ré-équilibrage incontournable des bilans privés, ce qui a effectivement été le cas durant l'année écoulée. Toutefois, les réactions politiques remarquablement rapides face aux dépenses publiques «excessives» – même si leur validité est discutable dans un cadre macroéconomique keynésien – semblent avoir freiné la capacité et la volonté des gouvernements des pays développés de s'engager dans toute nouvelle dépense pour prévenir une récession potentielle. Le risque d'un arrêt rapide des mesures de relance est donc très élevé (voir également IIES, 2009).

Ces nouvelles sont d'autant plus préoccupantes que la stratégie économique des plus grands et plus importants pays en développement reste axée sur la croissance des exportations, malgré le ralentissement des marchés mondiaux. Cet accent mis sur les exportations signifie également que la consommation y était relativement faible, et qu'elle continue de l'être. Dans les pays en développement «performants», la faiblesse relative de la consommation de masse a joué un rôle important dans le développement d'une croissance tirée par les exportations, à la fois parce que les salaires y étaient peu élevés et qu'elle permettait d'éliminer les excédents de production. Cependant, elle a également entravé le développement d'un modèle de croissance plus équilibré, fondé sur l'expansion des marchés nationaux ou régionaux, ce qui a largement contribué au caractère déséquilibré de la période de prospérité qui a précédé la crise.

Caractéristiques de la période de prospérité antérieure

La période de prospérité économique mondiale qui a précédé la crise comportait beaucoup d'aspects négatifs: elle ne pouvait être durable car elle était fondée sur des pratiques spéculatives, permises et encouragées par la déréglementation

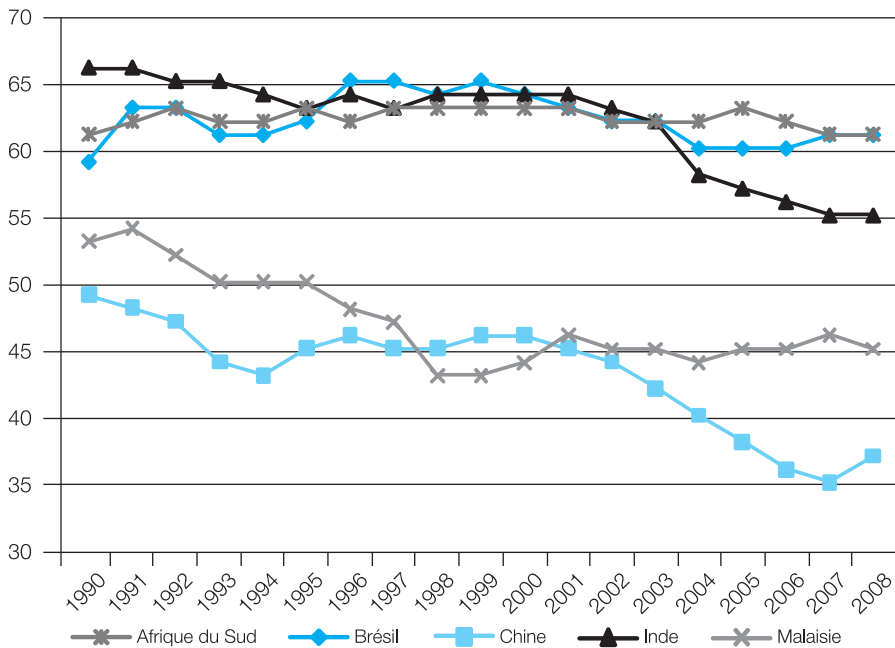
financière; elle a en outre ponctionné les ressources naturelles de façon irresponsable, créant ainsi toute une série de problèmes écologiques et environnementaux, notamment dans les pays en développement. En outre, la plupart des habitants de ces derniers – même parmi les économies les plus dynamiques d'Asie – n'ont pas réellement bénéficié de cette prospérité, dont les fruits ont été répartis de façon extrêmement inégale.

La bulle financière aux Etats-Unis a attiré l'épargne du monde entier, y compris celle des pays en développement les plus pauvres, de sorte que, durant au moins cinq ans, on a constaté un transfert net de ressources financières des pays du Sud vers ceux du Nord (BRI, 2008). Les gouvernements des pays en développement ont ouvert leurs marchés au commerce et à la finance, ont abandonné leurs politiques monétaires et ont mené des politiques déflationnistes «fiscalement correctes» comportant des compressions de dépenses publiques. Ainsi, des projets de développement ont été interrompus et les citoyens ont été privés de leurs droits socio-économiques les plus élémentaires. Contrairement à une perception populaire, il n'y a pas eu de transfert net d'emplois du Nord vers le Sud. En fait, le volume d'emplois industriels n'a que peu augmenté dans les pays du Sud ces dix dernières années, même en Chine, «l'usine du monde»². Les changements technologiques dans le secteur manufacturier et les nouveaux services ont plutôt signifié que la production pouvait augmenter malgré le nombre moins élevé de travailleurs. De «vieux» emplois ont disparu ou sont devenus précaires dans le Sud, où la majorité des nouveaux emplois sont incertains et mal rémunérés, même dans les pays connaissant une croissance rapide, comme la Chine et l'Inde (Patnaik, 2009). La crise agricole persistante a eu des effets néfastes sur le niveau de vie des agriculteurs des pays en développement, et a créé des problèmes alimentaires d'envergure mondiale. Le creusement des inégalités indique que la croissance des marchés émergents – dont on fait grand cas – n'a pas bénéficié à la plupart des gens; l'augmentation des bénéfices a été spectaculaire, mais la part des salaires dans le revenu national a fortement régressé. Dans la plupart des pays, la croissance des salaires réels a été bien inférieure aux augmentations de productivité du travail de 1990 à 2006, et la part salariale dans le revenu national a chuté dans toutes les grandes régions du monde entre 1985 et 2005 (IIES, 2008).

Presque tous les pays en développement ont adopté un modèle de croissance fondé sur les exportations, associé à une politique de réduction des coûts salariaux et de la consommation intérieure, en raison de la compétitivité internationale et afin de conquérir des parts croissantes des marchés mondiaux. Comme l'indique la figure 2, la consommation des ménages en pourcentage du PIB dans certaines des économies en développement les plus «performantes» a

² Il convient de noter qu'en chiffres absolus le secteur secondaire chinois a globalement stagné entre 1997 et 2004, malgré un accroissement très rapide de la production manufacturière durant la même période (Chandrasekhar et Ghosh, 2006). Cela est dû aux changements technologiques, associés à d'importantes augmentations de productivité par travailleur. Par la suite, l'emploi a progressé dans le secteur secondaire, mais dans des proportions bien moindres que la production manufacturière (Chine, 2009).

Figure 2. Consommation des ménages en pourcentage du PIB



Note: les pourcentages sont calculés en prix actualisés tant pour la consommation que pour le PIB.

Source: Division de la Statistique des Nations Unies, base de données sur les comptes nationaux, disponible à l'adresse <http://unstats.un.org/unsd/snaama/Introduction.asp> [consulté le 10 mars 2010].

régressé pendant cette période, assez sensiblement dans certains cas, reflétant la stratégie privilégiant les exportations au détriment du marché national.

Dans de nombreux pays en développement, ce modèle économique a provoqué une situation paradoxale montrant une hausse des taux d'épargne couplée à une baisse des taux d'investissement. En Malaisie, par exemple, les taux d'investissement ont chuté de 42 à 21 pour cent du PIB entre 1998 et 2006, alors que les taux d'épargne déjà élevés ont augmenté pour atteindre des taux supérieurs à 40 pour cent (Ghosh, 2009). La même situation s'est répétée dans beaucoup d'autres pays en développement. Cela a conduit à une accumulation de réserves internationales, qui ont été ensuite placées dans des actifs sûrs à l'étranger. Ces facteurs expliquent pourquoi, durant la période de prospérité qui a précédé la crise, les pays du Sud ont globalement subventionné ceux du Nord par divers mécanismes: exportations de biens et de services à bas prix; flux nets de capitaux en provenance des pays en développement, notamment vers les Etats-Unis; migration temporaire de main-d'œuvre faiblement payée. L'effondrement des marchés d'exportation a brutalement interrompu ce processus pendant un certain temps, mais, en tout état de cause, cette stratégie n'est pas viable à terme, surtout si plusieurs économies relativement importantes cherchent à l'appliquer simultanément. Par conséquent, cette stratégie a non seulement

généralisé et creusé les inégalités mondiales, mais a également semé les germes de sa propre destruction en tirant les prix vers le bas en raison de la concurrence croissante, et en suscitant des réactions protectionnistes des pays du Nord.

Durant cette période de prospérité, la demande intérieure était généralement stimulée par les bénéfices, résultant de profits élevés représentant une part croissante de l'économie, et des augmentations importantes de revenus et de consommation dont ont profité les nouvelles classes moyennes ouvertes sur le monde, ce qui a provoqué des investissements spéculatifs dans certains secteurs produisant des biens non échangeables, tels les actifs financiers et l'immobilier, ainsi que les produits et les services de luxe. Ce déplacement a permis aux économies de poursuivre leur croissance, même si l'agriculture était en crise et l'emploi n'augmentait pas suffisamment.

Les nouveaux modes de production et de consommation qui sont apparus signifiaient que la croissance pouvait également susciter des comportements prédateurs, et entraîner ultimement une exploitation destructrice de l'environnement. Les coûts en termes de circulation excessive, de pollution environnementale et de dégradation écologique se font déjà sentir dans la plupart des sociétés en développement, sans parler de l'impact de cette expansion sur les forces à l'œuvre dans le changement climatique. Les répercussions écologiques de ce mode de croissance sont déjà perceptibles dans les régions et les populations du monde qui ont le moins bénéficié de l'augmentation globale des revenus, ce qui est particulièrement injuste.

Ce mode de croissance a eu d'autres conséquences négatives, provoquant dans plusieurs pays en développement une «fuite des cerveaux» intranationale, qui a nui à l'innovation et à la croissance future de la productivité. La structure asymétrique des incitations résultant de la croissance explosive du monde de la finance a incité les jeunes intellectuels les plus brillants à se diriger vers des carrières promettant une gratification immédiate et d'importants gains matériels, plutôt que vers la science et la recherche fondamentale, disciplines exigeantes mais socialement nécessaires. La relocalisation de certains secteurs d'activité, et la demande de travailleurs qualifiés et semi-qualifiés qu'elle a suscitée, a accru les possibilités d'emploi qualifié, mais elle a également conduit de jeunes travailleurs intelligents à opter pour des travaux quasi mécaniques ne nécessitant pas une grande originalité ou créativité, et leur offrant peu d'occasions de développer leurs capacités intellectuelles. Parallèlement, des activités essentielles pour l'économie étaient mal récompensées. L'agriculture, en particulier, est devenue une activité de plus en plus risquée et instable, et de moins en moins rentable; en outre, dans de nombreux pays, ces atteintes au mode de vie agricole ont considérablement fragilisé la production alimentaire, activité cruciale s'il en est. Durant la même période, le nombre d'emplois non agricoles n'a pas augmenté assez rapidement pour absorber la population active, même dans les économies les plus dynamiques de la région (IIES, 2008).

Ainsi, la récente période de prospérité n'a pas été synonyme de stabilité ou de distribution équitable des richesses, aux niveaux national ou internatio-

nal. Les effets de la crise ont malheureusement déjà été ressentis par un grand nombre de personnes.

L'impact de la crise

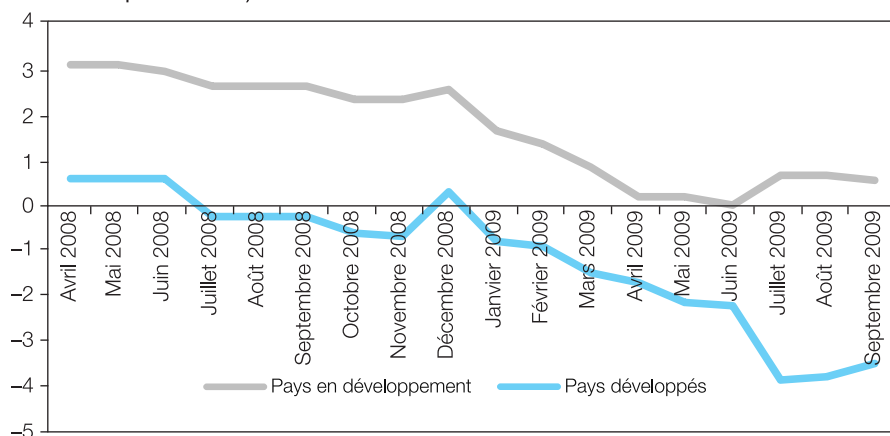
Les crises financières ne constituent pas une nouveauté pour les pays en développement mais, pour la première fois, la quasi-totalité d'entre eux étaient touchés par une crise en provenance des marchés financiers du Nord. La crise asiatique de 1997-98 avait déjà suscité une prise de conscience, notamment que la libéralisation financière peut provoquer des crises même dans les économies très dynamiques, où le taux et les tendances de croissance du PIB étaient nettement plus élevés que dans le reste du monde.

La suite des événements a montré que les crises monétaires et financières ont des effets dévastateurs sur l'économie réelle. Même lorsqu'elles sont essentiellement d'ordre financier à l'origine et dans leur déroulement, leurs effets ne restent malheureusement pas confinés à la sphère financière. Le resserrement des liquidités et les faillites en cascades qui en découlent se traduisent par une profonde déflation, avec de lourdes conséquences pour l'emploi et le niveau de vie. Les programmes de stabilisation cycliques – souvent recommandés par le FMI, comme en Thaïlande et en Indonésie après la crise financière asiatique – adoptés après les crises aggravent parfois la situation, dans la mesure où ils s'accompagnent de politiques publiques de compressions budgétaires qui renforcent la déflation des actifs, précipitant ainsi l'effondrement de la production et de l'emploi. Suite à la vague de crises des années quatre-vingt-dix et du début des années 2000, les gouvernements des pays en développement appréhendaient tellement la possibilité de nouvelles crises qu'ils ont adopté des politiques macroéconomiques très restrictives et freiné les dépenses publiques, même dans des secteurs sociaux essentiels. Les pays qui ont adopté ce type de stratégie pour faire face aux crises, tout en poursuivant la déréglementation financière et en restreignant les crédits aux petits emprunteurs, ont généralement connu un accroissement de l'exclusion et de la précarité financières, comme il apparaît maintenant clairement dans des pays comme l'Indonésie (Ghosh et Chandra-sekhar, 2009).

Les crises passées nous ont également enseigné que la réforme des secteurs bancaire et financier nécessitait une approche plus prudente et individualisée dans certains pays. Cette prise de conscience a pu prévenir des dérèglements financiers extrêmement néfastes – notamment dans certains pays comme la Chine et l'Inde – et a également permis à l'ensemble de la région de surmonter plus rapidement cette crise.

L'impact économique réel de la crise a surtout été ressenti dans l'emploi, où ses effets restent généralisés et sérieux. Le niveau d'emploi a fortement baissé dans les secteurs d'exportation, entraînant des effets multiplicateurs négatifs dans d'autres branches d'activité. La crise a eu de profondes répercussions sociales, et plus généralement sur les conditions du développement humain (Chhibber, Ghosh et Palanivel, 2009; Green, King et Miller-Dawkins, 2010).

Figure 3. Emploi total (évolution en pourcentage à la même période l'année précédente)



Source: Observatoire du BIT sur la crise mondiale de l'emploi (grandes tendances du marché du travail), disponible à l'adresse <www.ilo.org/pls/apex/f?p=109:11:0>.

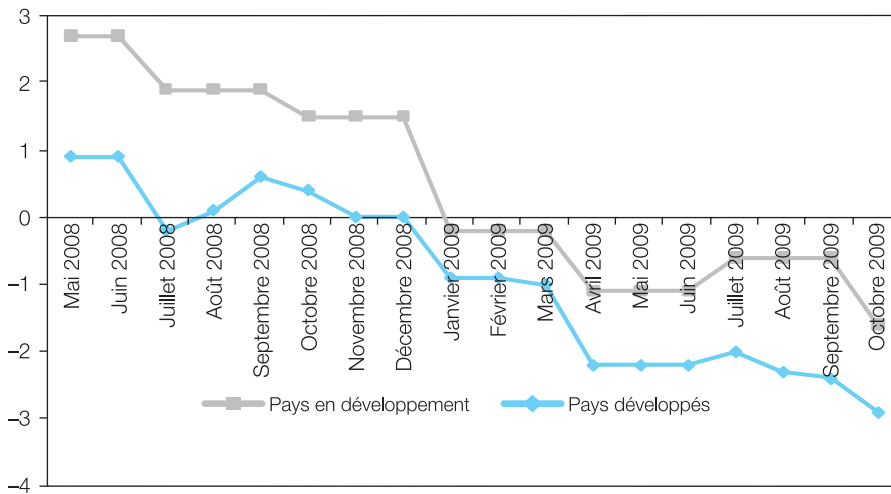
Il est évidemment bien connu que, durant un cycle économique ordinaire, l'emploi se rétablit généralement plus lentement et moins complètement que le niveau de production, ce que confirme l'expérience des crises financières passées (Reinhart et Rogoff, 2008). Dans ce sens, la reprise laborieuse de l'emploi pourrait sembler tout à fait normale et ne pas susciter d'inquiétude particulière. Mais la crise actuelle a suivi une phase de prospérité durant laquelle l'emploi n'avait tout simplement pas suivi le rythme – notamment dans le secteur formel –, malgré une augmentation rapide de l'activité économique. Par conséquent, les marchés du travail du monde entier se caractérisaient de façon croissante par une augmentation des contrats de travail occasionnels et atypiques, et par la multiplication de diverses formes d'emploi indépendant précaire, plutôt que par le «travail décent». En d'autres termes, alors que la période de prospérité n'a pas créé suffisamment d'emplois productifs, la crise a déjà eu de graves répercussions au niveau mondial, en réduisant les niveaux d'emploi déjà insuffisants.

L'effondrement de l'emploi qui s'est produit durant la crise ressort manifestement de la figure 3, qui montre l'évolution en pourcentage de l'emploi total dans les pays en développement et développés³. De toute évidence, la chute a été plus importante pour ces derniers.

La timide reprise des taux de croissance de l'emploi, constatée récemment dans les pays en développement, pourrait être interprétée comme un signe que le pire est maintenant passé pour ces pays, même sur le front de l'emploi, mais ce n'est pas vraiment le cas. L'emploi salarié non agricole a continué de chuter au

³ Les dernières données présentées ici, et dans les figures suivantes, doivent être interprétées avec une certaine prudence parce qu'elles reflètent uniquement les informations les plus récentes communiquées par les pays; il conviendra donc de les actualiser lorsque des données plus complètes seront disponibles.

Figure 4. Emploi salarié non agricole (évolution en pourcentage à la même période l'année précédente)



Source: Observatoire du BIT sur la crise mondiale de l'emploi (grandes tendances du marché du travail), disponible à l'adresse <www.ilo.org/pls/apex/f?p=109:11:0>.

cours de 2009 (figure 4). Il se pourrait donc que la reprise apparente de l'emploi dans les pays en développement soit largement due au fait que de nombreuses personnes se sont établies à leur compte, sous diverses formes, ce qui reflète les carences des régimes de sécurité sociale et d'assurance chômage dans la plupart de ces pays. Lorsqu'il n'existe pas de mécanismes institutionnels de protection sociale contre le chômage, le sous-emploi dans des formes d'activité non salariées devient généralement la norme.

Dans le secteur non agricole, c'est l'emploi manufacturier qui a récemment connu les plus fortes baisses et, surtout, ce déclin s'est poursuivi même si la production manufacturière globale des pays en développement a repris assez rapidement après mars 2009. Cela donne à penser que l'emploi indépendant est le principal pourvoyeur de nouveaux emplois depuis le début de la crise, sans aucun doute dans les services, et même dans le secteur manufacturier. L'emploi autonome dans ce secteur est le plus souvent du travail à domicile alimentant des filières de production complexes, souvent mondiales. Il permet cependant un accroissement du sous-emploi, compte tenu de la baisse de la demande, plutôt que du chômage déclaré.

Un autre aspect de ces mêmes tendances se reflète dans les taux de chômage. En août 2009, le taux de chômage déclaré était d'environ 40 pour cent plus élevé qu'un an auparavant dans les pays développés, mais seulement d'environ 10 pour cent supérieur en moyenne dans les pays en développement pris globalement (BIT, 2010). Pour les raisons mentionnées ci-dessus, le chômage déclaré est rarement une option réaliste pour beaucoup d'habitants des pays en développement, qui ne possèdent pas de régimes solides d'assurance chômage

ou de prestations sociales, ou d'autres mécanismes de protection contre la perte d'emploi. Par conséquent, de nombreux travailleurs qui perdent leur emploi et les nouveaux entrants sur le marché du travail n'ont d'autre choix que de s'engager dans une activité économique quelconque, même s'il ne s'agit pas d'un emploi salarié. Cela explique pourquoi les taux de chômage ont été contenus dans une fourchette relativement stable tout au long de la crise. Toutefois, la hausse rapide de l'emploi autonome, souvent précaire et très peu payé, constitue essentiellement une réponse à l'absence d'offre d'emplois salariés.

Tout cela tend à indiquer que, pour la plupart des gens dans le monde, les aspects les plus significatifs de la crise – détérioration des conditions du marché du travail, risque accru de chômage et baisse des revenus d'emploi – demeurent aussi présents que jamais. Sans des politiques sérieuses spécifiquement conçues pour remédier au problème de l'emploi, ce qui implique une réorientation radicale des choix économiques, il est difficile d'être optimiste quant aux perspectives économiques mondiales, notamment dans les pays en développement. Pourtant, ces changements sont non seulement désirables mais aussi très réalistes, à condition qu'il existe une volonté politique en ce sens.

La croissance et le développement: éléments d'une autre approche

C'est maintenant devenu un cliché de dire que chaque crise recèle aussi des opportunités. A mesure que la crise financière mondiale se répand et cause un ralentissement dans l'économie réelle de toutes les régions, il serait tentant de n'y voir que les aspects négatifs puisque des emplois disparaissent, de nombreuses entreprises font faillite, les travailleurs voient fondre leur épargne, et l'insécurité matérielle se généralise. Cependant, cette crise mondiale offre en réalité aux citoyens du monde et à leurs dirigeants la possibilité de restructurer les relations économiques pour les rendre plus démocratiques et plus durables, avec des perspectives plus favorables que cela n'a été le cas depuis bien longtemps.

Plusieurs raisons militent en ce sens. Premièrement, tout le monde reconnaît désormais la nécessité de réformer le système financier international, qui n'a pas permis de répondre à deux exigences évidentes: prévenir l'instabilité et les crises, et transférer des ressources des pays riches vers les pays pauvres. Nous avons non seulement vécu une volatilité accrue de l'économie et la propagation de la crise financière dans les marchés émergents, voire maintenant les pays industriels, mais, même durant les périodes d'expansion économique, les pays pauvres ont globalement subventionné les pays riches. Sur le plan des économies nationales, ce système a encouragé l'adoption de mesures cycliques; il a rendu les systèmes financiers nationaux opaques et impossibles à réguler; il a encouragé les bulles spéculatives plutôt que l'investissement productif réel pour financer la croissance future; il a permis la prolifération des transactions parallèles, facilitées par les paradis fiscaux et l'affaiblissement des contrôles nationaux; il a réduit le rôle crucial du crédit affecté au développement. Pour toutes ces raisons, il n'existe pas d'autre solution que la régulation étatique et le contrôle systéma-

tique de la finance. Etant donné que les opérateurs privés tenteront inévitablement de contourner la réglementation, le cœur du système financier – le système bancaire – doit être protégé, ce qui n'est possible que par la propriété sociale. Par conséquent, un certain degré de socialisation du secteur bancaire (et pas seulement la socialisation des *risques* inhérents à la finance) est également inévitable. Dans les pays en développement, cette évolution est également importante parce qu'elle permettra un contrôle public sur l'orientation du crédit, sans lequel aucun pays n'a pu s'industrialiser. L'expérience du Brésil illustre de façon éloquente comment on peut y parvenir.

Deuxièmement, il faut réévaluer le modèle exagérément axé sur l'exportation qui a orienté durant les dernières décennies la stratégie de croissance de la plupart des pays en développement et de certains pays développés (comme l'Allemagne). Ce changement n'est pas seulement souhaitable: il est devenu impératif puisque les Etats-Unis ne pourront manifestement plus conserver leur rôle de moteur de la croissance mondiale par une augmentation de leurs importations à court terme. Cela signifie que les pays qui ont considéré les Etats-Unis et l'Union européenne comme leurs principaux marchés d'exportation et un débouché important pour leurs produits devront réorienter leurs exportations vers d'autres pays et, surtout, adapter leur économie à un accroissement de la demande intérieure. Cela suppose une réorientation du modèle économique vers un mode de croissance fondée sur l'augmentation des revenus et de la demande intérieure – notamment dans les plus grands pays. Cela ne peut être assuré non seulement au moyen de stratégies de redistribution directe, mais aussi par des politiques de dépenses publiques permettant de fournir davantage de biens et de services essentiels à la population.

Troisièmement, cela signifie que la politique fiscale et les dépenses publiques doivent être remises au centre du dispositif. De toute évidence, la stimulation fiscale est devenue essentielle, dans les pays développés comme dans les pays en développement, pour pallier les effets néfastes de la crise actuelle sur l'économie réelle, et empêcher l'effondrement de l'activité économique et de l'emploi. Des dépenses fiscales sont également nécessaires pour encourager les investissements afin de gérer les effets du changement climatique, et promouvoir des technologies plus écologiques. De plus, les dépenses publiques sont essentielles si l'on souhaite poursuivre les programmes de développement dans les pays du Sud, et donner suite aux engagements concernant la nécessité d'assurer un niveau de vie acceptable à tous les habitants des pays en développement. La politique sociale – la responsabilité qu'ont les pouvoirs publics d'assurer les droits sociaux et économiques des citoyens – est non seulement souhaitable; elle contribue aussi de façon positive au développement. Il est également de plus en plus évident que les politiques sociales qui sont souvent vues comme de simples mesures de protection ou de redistribution sociale – programmes d'emploi, incitations financières s'adressant à certains groupes, mesures de protection sociale, telles les prestations de chômage – peuvent devenir d'importants stabilisateurs macroéconomiques, dans la mesure où elles assurent un rôle d'amortisseur contra-cyclique automatique. En Inde, par exemple,

rapporté aux sommes dépensées, le Système national de garantie de l'emploi rural (National Rural Employment Guarantee Scheme) fournit plus de jours de travail que n'importe quel programme d'emploi mis en place auparavant dans ce pays; en outre, il a permis d'injecter du pouvoir d'achat dans une économie rurale déprimée, et de limiter l'impact du ralentissement économique sur la demande en milieu rural. De même, le nouveau programme d'assurance maladie en Chine, aux termes duquel le gouvernement est censé couvrir jusqu'à 85 pour cent du coût des soins de santé, contribuera largement à accroître le revenu disponible des ménages, et donc à favoriser leur consommation, ce qui renforcera la demande intérieure.

Quatrièmement, il faut s'attaquer frontalement aux inégalités économiques, aux niveaux national et international. Les limites de l'inégalité «acceptable» ont clairement été franchies dans la plupart des sociétés, et les politiques à venir devront inverser cette tendance. Il faut admettre la nécessité de réduire les inégalités de revenus et de répartition des richesses, au niveau tant mondial que national, ce qui vaut singulièrement pour la consommation de ressources naturelles. Cette prise de conscience est évidemment cruciale pour la stabilité politique et la cohésion sociale, mais elle a aussi d'importantes conséquences économiques, puisque la croissance économique fondée sur les revenus nationaux est généralement plus stable que le recours à la demande extérieure comme moteur de croissance. La promotion des droits des travailleurs, dans les économies formelles et informelles, suppose que les employeurs mettent l'accent sur l'augmentation de la productivité du travail, ce qui implique la mise en œuvre des changements technologiques dans l'ensemble de l'économie. L'accent doit être mis sur un accroissement global de la productivité du travail dans l'économie tout entière, plutôt que dans certains secteurs ou enclaves, ainsi que sur la réduction et l'amélioration des conditions de travail non rémunéré.

Toutefois, même dans un contexte économique plus égalitaire, le processus de réduction de la consommation non durable sera plus compliqué à mettre en œuvre qu'on ne l'imagine, parce que les modes non viables de production et de consommation sont maintenant profondément ancrés dans les mentalités des pays riches, et que les pays en développement y aspirent. Des millions de citoyens des pays en développement n'ont pas accès, ou pas suffisamment, aux conditions élémentaires d'une vie décente que permet une infrastructure matérielle minimale, y compris l'électricité, les transports et les communications, les réseaux d'assainissement, la santé, la nutrition et l'éducation. Pour assurer un accès universel à ces services, il faudra inévitablement prélever plus de ressources naturelles par habitant, ce qui fera augmenter les émissions de carbone. Par conséquent, tant la durabilité que l'équité exigent une réduction de l'utilisation excessive des ressources par les riches, notamment dans les pays développés, mais aussi par les élites des pays en développement. Cela signifie que les politiques de redistribution fiscale et les autres mesures économiques semblables doivent spécifiquement viser à réduire les inégalités de consommation des ressources, aux niveaux mondial et national. Les dépenses sociales essentielles et les

programmes de développement pourraient par exemple être financés au plan national par des taxes qui pénalisent le gaspillage des ressources.

Cinquièmement, cette réorientation exige de nouveaux modèles de demande et de production. C'est pourquoi l'accent actuellement mis sur le développement de nouveaux critères de mesure du progrès réel, du bien-être et de la qualité de vie est si important. Les objectifs quantitatifs de croissance du PIB, encore largement utilisés par les décideurs, n'ont pas seulement pour effet de faire perdre de vue ces objectifs prioritaires; ils peuvent même être contre-productifs. Par exemple, un système de transport urbain privé chaotique, polluant et désagréable, avec de nombreux véhicules privés et une circulation congestionnée à l'excès, contribue effectivement plus au PIB qu'un système de transports publics sûr, efficace et abordable, qui permet de réduire la congestion de véhicules et rend la vie et l'environnement plus agréables. Il ne suffit donc pas de concevoir des «technologies plus propres et plus écologiques» pour produire des biens répondant à d'anciens modes de consommation, désormais obsolètes; il faut plutôt faire preuve de créativité, repenser le mode de consommation lui-même, et identifier les produits et services qui sont plus utiles et souhaitables pour nos sociétés.

Sixièmement, il faut élaborer en matière d'agriculture et de développement rural une approche plus globale qui reconnaît le rôle de l'intervention publique. Cette démarche est importante parce que l'agriculture reste la principale source de subsistance pour environ la moitié de la population active du monde en développement, qui a cependant connu une longue période de crise du secteur agricole durant les phases de fluctuation des prix des matières premières. La crise a résulté en grande partie des politiques alors en place (même si les changements climatiques y ont joué un rôle, encore mineur); relativement parlant, c'est une bonne nouvelle, car cela signifie qu'une crise peut être inversée par des politiques appropriées, qui redonnent un rôle à la recherche publique, ainsi qu'à l'intervention étatique dans la gestion de l'eau, la fourniture d'intrants et la gestion des prix agricoles, afin de rendre l'agriculture des pays en développement plus viable et plus productive.

Septièmement, dans les activités non agricoles comme dans l'agriculture, les changements qui s'imposent dans les schémas de la demande et des technologies ne peuvent être laissés aux seules forces du marché, puisque l'influence des modèles internationaux et le pouvoir de la publicité continueront à créer des attentes et des modes de consommation et de production non durables. Toutefois, les pouvoirs publics ne peuvent se contenter d'apporter des réponses toutes faites à l'évolution constante et rapide des conditions du marché. La solution appropriée consiste plutôt à mettre en place des mesures planifiées, non pas la planification à outrance qui a totalement décrédibilisé les régimes dirigistes, mais une réflexion stratégique sur les besoins et objectifs sociaux pour l'avenir. Les politiques fiscales et monétaires, ainsi que d'autres formes d'intervention, devront être utilisées pour réorienter la consommation et la production vers ces objectifs sociaux, afin de modifier les aspirations sociales et de réorganiser la vie économique de façon qu'elle soit plus durable et moins fondée sur le seul profit.

Cette réorientation des politiques est particulièrement importante pour la qualité de vie en milieu urbain: le taux élevé d'urbanisation dans les pays en développement signifie que, même dans de nombreux pays qui restent à ce jour essentiellement ruraux, plus de la moitié de la population vivra en milieu urbain d'ici à une vingtaine d'années. Et, pourtant, nous avons tendance à créer des monstres de congestion, d'inégalité et d'insécurité urbaines, parce qu'il n'existe toujours pas de plans – notamment dans les pays en développement – pour rendre les villes plus agréables, voire vivables pour la plupart de leurs résidents.

Huitièmement, l'intervention de l'Etat dans l'activité économique étant désormais un impératif, il est nécessaire de développer des méthodes et des pratiques pour la rendre plus démocratique et plus responsable, dans les pays comme au niveau international. De grandes quantités d'argent public sont utilisées – et continueront de l'être dans un proche avenir – pour élaborer des plans de sauvetage financier et financer les incitations fiscales. Les méthodes qui seront utilisées pour y parvenir auront de profondes répercussions sur la distribution, l'accès aux ressources et les conditions de vie des citoyens ordinaires dont les impôts serviront à cette fin. Il est donc essentiel de concevoir une gouvernance économique mondiale plus démocratique. Et il est plus important encore que les Etats du monde entier soient plus ouverts et attentifs aux besoins de la majorité de leurs citoyens lorsqu'ils formulent et appliquent des politiques économiques.

Enfin, un dispositif économique international s'impose pour encadrer toutes ces mesures; cela signifie qu'on ne peut se contenter de contrôler et de réguler les flux de capitaux, afin qu'ils ne contrecarrent pas ces stratégies. Les institutions mondiales qui encadrent l'organisation du commerce international, l'investissement et les décisions de production doivent également changer et se démocratiser, et ce non seulement dans leur structure; elles doivent aussi adopter un mode de fonctionnement plus *authentiquement* démocratique, dans son esprit, ses objectifs et son mode opératoire, pour se mettre au service des gens. Le financement du développement et la conservation des ressources mondiales doivent devenir les priorités des institutions économiques mondiales, ce qui implique qu'elles ne peuvent pas continuer à fonder leur approche sur un modèle économique déséquilibré, de plus en plus discrédité.

Références

- BIT. 2010: *Global employment trends* (Genève).
- BRI (Banque des règlements internationaux). 2009: *BIS Quarterly Review, December 2009: International banking and financial market developments*, annexe statistique (Bâle), disponible à l'adresse <www.bis.org/statistics/otcder/dt21c22a.pdf> [consulté le 18 avril 2009].
- . 2008: *78^e Rapport annuel. 1^{er} avril 2007-31 mars 2008* (Bâle).
- Chandrasekhar, C. P.; Ghosh, Jayati. 2006: «Macroeconomic policy, inequality and poverty reduction in fast-growing India and China», dans l'ouvrage publié sous la direction de Giovanni Andrea Cornia: *Pro-poor Macroeconomics: Potential and limitations* (Palgrave Macmillan), pp. 248-281.
- Chhibber, Ajay; Ghosh, Jayati; Palanivel, Thangavel. 2009: *The global financial crisis and the Asia Pacific Region: A synthesis study incorporating evidence from country case studies* (Colombo, PNUD), novembre.

- Chine, gouvernement de la République populaire de. 2009: *Statistical Yearbook* (Beijing).
- CNUCED. 2009: *Rapport sur le commerce et le développement* (Genève, CNUCED).
- FAO. 2010: *National food prices situation*, 25 janvier, disponible à l'adresse <www.fao.org/isfp/isfp-home/en/> [consulté le 6 mars 2010].
- . 2009: *Crop prospects and food situation*, 4 novembre, disponible à l'adresse <www.fao.org/docrep/012/ak340e/ak340e00.htm> [consulté le 12 janvier 2010].
- Ghosh, Jayati. 2010: «The unnatural coupling: Food and global finance», *Journal of Agrarian Change*, vol. 10, n° 1, pp. 72-86.
- . 2009: «Adjustment, recovery and growth after financial crisis: a consideration of five 'crisis' countries of East and Southeast Asia», dans Ghosh et Chandrasekhar, pp. 56-58.
- ; Chandrasekhar, C.P. (directeurs de publication). 2009. *After crisis: Adjustment, recovery and fragility in East Asia* (New Delhi, Tulika Books).
- Green, Duncan; King, Richard; Miller-Dawkins, May. 2010: *The global economic crisis and developing countries: Impact and response*, Oxfam Research Report (Londres, Oxfam).
- IIES (Institut international d'études sociales). 2009: *World of Work Report 2009: The global jobs crisis and beyond* (Genève, BIT/IIES).
- . 2008: *Rapport sur le travail dans le monde 2008. Les inégalités de revenus à l'heure de la mondialisation financière* (Genève, BIT/IIES).
- Kregel, Jan. 2010: *No going back: Why we cannot restore Glass-Steagall's segregation of banking and finance*, document présenté à la IDEAs Conference on Re-Regulating Finance qui s'est tenue à Muttukadu, Inde, 25-27 janvier 2010, disponible à l'adresse <www.networkideas.org/featart/jan2010/fa21_Jan_Kregel.htm> [consulté le 7 février 2010].
- Nations Unies. 2010: *Rethinking poverty: Report on the world social situation 2010*, Département des affaires économiques et sociales (New York, NU).
- Papadimitriou, Dmitri; Hansen, Greg; Zezza, Gennaro. 2009: *Sustaining recovery: Medium term prospects and policies for the American economy*, Levy Economics of Bard College Institute Strategic Analysis, décembre, disponible à l'adresse <www.levy.org/pubs/sa_dec_09.pdf> [consulté le 7 février 2010].
- Patnaik, Prabhat. 2009: *A perspective on the growth process in India and China*, IDEAs Working Paper n° 2009/5, disponible à l'adresse <www.networkideas.org/working/jun2009/05_2009.pdf> [consulté le 7 février 2010].
- Reinhart, Carmen M.; Rogoff, Kenneth. 2008: *The aftermath of financial crises*, projet présenté aux réunions de l'American Economic Association à San Francisco, 3 janvier 2009, disponible à l'adresse <www.economics.harvard.edu/files/faculty/51_Aftermath.pdf> [consulté le 27 novembre 2009].
- Stiglitz, Joseph. 2009: «Crise mondiale, emplois et protection sociale», *Revue internationale du Travail*, vol. 148, n° 1-2, pp. 1-14.
- Third World Network. 2009: *The IMF's financial crisis loans: No change in conditionalities*, Penang, Malaisie, disponible à l'adresse <www.twinside.org.sg/title2/IMF.Crisis.Loans-Overview.TWN.March.2009.doc> [consulté le 3 février 2010].
- Wahl, Peter. 2009: *Food speculation: The main factor of the price bubble in 2008*, Briefing Paper, World Economy, Ecology and Development (Berlin, WEED), disponible à l'adresse <www2.weed-on-line.org/uploads/weed_food_speculation.pdf> [consulté le 22 avril 2010].